



VILLE
DE

LORETTE

ARRÊTÉ N°2024-021
PORTANT SUR LA RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT
8 RUE JACQUES BOUILLET

Le Maire de la Commune de Lorette,

Vu le code de la route et notamment son article R411-5 définissant les pouvoirs des Préfets, des Présidents des Conseils Généraux et des Maires, ainsi que l'article R411-21-1, définissant les pouvoirs de police de l'autorité compétente pour prévenir un danger sur une voie,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213, L3221-3, L3221-4

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire – édition 1993) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié par les arrêtés du 04/01/1995, 16/11/1998, 08/4/2002 et 31/07/2002

Vu la demande de la société MFF MULTI FRANCE FAÇADES, 23 Grande Rue 42400 SAINT-CHAMOND qui souhaite procéder à des travaux de ravalement de façade sur l'immeuble du 8 rue Jacques Bouillet à Lorette. CONSIDERANT que pour raison de sécurité, il convient d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du chantier par la réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

ARRÊTÉ

Article 1e. La circulation de tous les véhicules sera interdite autour du n°8 de la rue Jacques Bouillet à partir du 19 au 23 février 2024 inclus. Une déviation, permettant aux seuls riverains d'accéder à leur propriété devra être possible et définie préalablement pendant la phase de fermeture de la voie de circulation.

Article 2e. La signalisation nécessaire (panneau déviation, route barrée, signalisation au carrefour de la rue du Stade et rue Jean Jaurès) sera installée, maintenue et repliée par la société MFF.

Les conditions de réglementation de la circulation, au droit du chantier, seront conformes aux schémas définis dans le manuel de chef de chantier sur la signalisation temporaire, tome : routes bidirectionnelles.

Article 3e. Les contraventions au présent règlement seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

Article 4e. Une ampliation du présent arrêté sera publiée et affichée.

Article 5e. Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Saint Chamond, pour exécution
- La Police Municipale de Lorette, pour exécution
- La société MFF MULTI FRANCE FAÇADES, 23 Grande Rue 42400 SAINT-CHAMOND

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et précise que le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon 184 rue Duguesclin à 69433 Lyon Cédex 03 ou d'un recours auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au tribunal administratif précité dans un délai de deux mois. Le Tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Notifié le

Affiché le 12/02/2024

Fait à LORETTE, le 09/02/2024

Le Maire,
Gérard TARDY

